
AU BANQUET DE LA NATURE...
Alimentation, Agriculture et Politique¹

par Joseph Garnotel²

Jean-Marc Boussard³. – Au cours des 19^{ème} et 20^{ème} siècles, l'alimentation, et donc l'agriculture, ont fait l'objet d'une attention toute particulière des autorités politiques, que ce soit en France ou dans le Monde. Ce mouvement s'est accompagné de profonds changements dans les méthodes de production de toute la chaîne alimentaire, du producteur au consommateur. Joseph Garnotel, dans ce livre, nous livre une analyse et un historique des débats qui, inévitablement, ont accompagné ces évolutions, et qui ont bouleversé le regard que le public porte sur tout ce qui entoure la nourriture. Le propos est centré sur la France métropolitaine, sans doute un peu trop. Mais il ne néglige pas le reste du monde, en particulier dans une perspective prospective.

Le livre commence évidemment par l'étude des régimes alimentaires et de leur évolution. Il passe en revue les habitudes et la « culture alimentaire » (avec une longue digression sur la gastronomie...) dans les différents pays, soulignant la tendance qui consiste à remplacer le repas familial à heures fixes par le grignotage individuel ou la restauration collective. Il rappelle les « peurs alimentaires » (mais sans perspective historique, alors la chose est loin d'être nouvelle, comme le montre le fameux livre de Madeleine Ferrière sur l'« *histoire des peurs alimentaires* »), depuis l'affaire du « pain empoisonné de Pont St Esprit » dans les années 1950 à la « crise de la vache folle » des années 1990. Il souligne la prégnance de l'engouement des nos contemporains pour le « traditionnel » et le « bio », avec les conséquences inévitables à prévoir pour le système agro-alimentaire, en particulier français.

Il continue avec un survol de l'évolution de l'agriculture dans le monde depuis l'origine. Il insiste sur la diversité de l'agriculture mondiale, et sur les évolutions récentes de ses différentes composantes, ce qui lui permet de relativiser les discussions franco françaises sur « la fin des paysans » qui font l'objet du troisième chapitre.

Celui-ci, en effet, reprend –pour la critiquer- la problématique des auteurs tels que René Bazin ou Charles Maurras sur « la terre qui manque de bras », les « mirages de la ville », et les catastrophes liées à l'« exode rural ». Il retrace le fantastique développement de l'agriculture et de l'agro-alimentaire français au cours du 20^{ème} siècle, et ses conséquences tant sur la population agricole que sur la place de l'agriculture dans l'économie nationale. Il insiste à juste titre sur le rôle de l'accumulation du capital dans cette évolution, et montre comment celle-ci a pu libérer de la main d'œuvre pour d'autres activités productives que l'agriculture. Il termine évidemment par les débats contemporains autour des pesticides, des OGM, et de la mise en cause du progrès technique pour des raisons dites « écologiques ».

¹ Éditions Quae, Paris 2014, 192pp, 29,50€.

² Correspondant de l'Académie d'Agriculture de France, ancien Directeur des affaires économiques et internationales de la FNSEA.

³ Président de l'Académie d'Agriculture de France.

Faut-il alors des politiques publiques en matière agricole ? Les libéraux n'en sont pas convaincus. C'est l'objet du dernier chapitre que de critiquer leur approche aujourd'hui dominante, mais pas forcément justifiée pour autant. Il montre bien le double rôle de l'instabilité des prix d'une part, des « services environnementaux » d'autre part, dans la nécessité d'interventions de l'État en matière agricole. En particulier, il évoque (c'est la seule partie un peu technique du livre) le rôle du « cobweb » dans le genèse de l'instabilité des prix agricoles. Il reste cependant ici assez superficiel, sans souligner la nécessité logique de « forces de rappel » susceptibles de ramener le système vers l'équilibre lorsqu'il s'en éloigne de trop. En leur absence, on ne peut pas comprendre l'existence de ces fluctuations qui ont une apparence aléatoire, mais une réalité toute différente, interdisant l'utilisation de mécanismes assuranciers pour y remédier.

Plus généralement, l'auteur n'insiste sans doute pas assez sur l'incompatibilité logique qui existe entre l'existence de politiques nationales (qui, nécessairement « faussent la concurrence », soit dans un sens, soit dans l'autre), et le libéralisme douanier, qui repose justement sur l'idée que la concurrence est le seul moyen de profiter des bénéfices de l'« avantage comparatif ». En dépit de ces critiques, ce chapitre reste un très bon aide-mémoire sur tous les problèmes de politique agricole contemporains.

L'ouvrage, enfin, se termine par une revue des études de prospective mondiale. J'avoue ne pas être très convaincu par la fameuse « méthodes des scénarios ». De fait, la seule chose dont on soit vraiment sûr à leur propos est qu'aucun d'eux ne se réalisera jamais. Il n'en demeure pas moins que les travaux préparatoires à l'édification de ces scénarios exigent de s'interroger sur la nature des mécanismes en action, ce qui est évidemment beaucoup plus fondamental. En tout cas, l'auteur a bien raison de souligner le paradoxe qui fait qu'une gouvernance de l'agriculture au niveau mondial est tout à la fois absolument nécessaire et complètement impossible.

Au total, cet ouvrage, même s'il comporte des insuffisances ou des raccourcis plus ou moins justifiés, constitue un magistral résumé de tous les débats en cours sur l'avenir de l'agriculture française telle qu'elle s'insère dans le système mondial. Il n'apprendra peut-être pas grand-chose aux spécialistes de chaque question, qui auront beau jeu de critiquer telle omission ou telle affirmation discutable. Mais il sera de la plus grande utilité pour le journaliste ou l'enseignant à la recherche de vues synthétiques sur des sujets en réalité forts compliqués et, de ce fait, trop souvent présentés au grand public de façon idéologique et tendancieuse. De plus, une bibliographie considérable permettra au lecteur de creuser plus avant les questions qui l'intéressent.

Reste une énigme : le titre du livre. Il fait référence à Thomas Malthus, un économiste des années 1800, qui, à l'issue de raisonnements très sérieux, était parvenu à la conclusion qu'il serait toujours impossible de nourrir la totalité de la population humaine, et par conséquent, qu'il était nécessaire de laisser mourir les « pauvres » ou les « inutiles », ce qui est la loi naturelle, celle qui s'applique à toutes les espèces animales sauvages. Or rien, dans le livre, ne se réfère explicitement à la théorie malthusienne, qu'il s'agisse de l'approuver ou de la réfuter... C'est pourtant bien là que se trouve le nœud du problème : s'il paraît bien moralement impossible d'admettre le constat de Malthus, la question de savoir s'il existe des moyens techniques et politiques permettant d'éviter la catastrophe prédite reste ouverte. On a su le faire tout au long des 19^{ème} et 20^{ème} siècles, en s'appuyant sur la recherche et sur des politiques qui n'étaient ni naturelles (au sens de ce mot chez les militants écologistes) ni libérales. Aujourd'hui que la mode est au retour à la nature et au libéralisme, y parviendra-t-on ?